

Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/SB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le **30/05/2024** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 003 - CENTRE HOSPITALIER - SAINT EXUPERY PEDIATRIE 31 NIVEAU 0 194 Avenue Rubillard
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	U

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M. BESLAND, BSCGC Préfecture



RAPPORT DE LA VISITE DU : 30/05/2024

Établissement : E 181 00055 003 - CENTRE HOSPITALIER - SAINT
EXUPERY PEDIATRIE 31 NIVEAU 0

Adresse : 194 Avenue Rubillard
72000 LE MANS

Type et Catégorie : U - 4ème cat.

Objet de la visite : périodique

Périodicité des visites : 36 mois

Date dernière visite périodique et avis : 07.06.2021 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION**Membres ayant voix délibérative :**

Le président de la commission :	M. BESLAND
Le représentant du MAIRE :	Mme CABARET
Le représentant du DDSIS :	M. le Ltn BRAZILLE

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, Responsable sécurité incendie
- M. CARRE, Responsable maintenance

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
/	Avis technique sur l'escalier extérieur	20/01/2011	
AT.181.19.Z0297	Réaménagement des consultations médico judiciaires pédiatriques.	19/12/2019	07/06/2021
AT.181.19.Z0309	Création d'une unité de périnatalité pour l'EPSM.	09/01/2019	07/06/2021

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme REZE, Responsable sécurité incendie.

Descriptif :

Bâtiment isolé R + 3 - 1

♦ **sous-sol**

- parking
- locaux techniques

♦ **rez de chaussée** (une partie inexploitée)

- 6 postes de consultation
- UMJ (Unité Médico-Judiciaire)

♦ **1^{er} étage**

- 15 chambres (6 chambres à 2 lits et 9 chambres à 1 lit)
- locaux annexes
- service de périnatalité

♦ **2^{ème} étage**

- hébergement (18 chambres à 1 lit)
- locaux annexes

♦ **3^{ème} étage**

- locaux techniques

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
<i>Installations électriques</i>	APAVE	11.08.2023	
<i>Éclairage de sécurité (BAES)</i>	APAVE	11.08.2023	
<i>Installation de chauffage (gaz - chauffage central du CHM)</i>	chaufferie centrale		sous-station
<i>Clapets coupe-feu</i>	SIEMENS	25.04.2024	
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	contrat	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	05.11.2021	
- RVRAT ascenseur neuf		12.01.2023	
Système de sécurité incendie de catégorie A :			
- contrat annuel d'entretien	SIEMENS	25.04.2024	
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	19.04.2024	
- contrôle triennal désenfumage mécanique	APAVE	19.04.2024	
- système d'alarme type 1 - AGS - TRE			
<i>Installation de désenfumage (tirer lâcher) cages d'escalier</i>	SIEMENS	25.04.2024	
<i>Extincteurs portatifs</i>	IPS	18.01.2024	
<i>Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)</i>	AF MAINTENANCE	14.03.2024	
<i>Réseau de fluides médicaux</i>	APAVE	04.09.2023	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 41 personnes en 2024
- exercice d'évacuation : 1 exercice le 22.04.2024
- système de sécurité incendie : agent SSIAP du CHM

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 5 personnes la nuit

Contrat de maintenance SSI en 4h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Classement selon l'article U2

Détail du calcul :

a) effectif public : 112 personnes (39 lits soit 39 personnes et 9 postes de consultation soit 72 personnes) et 39 visiteurs

b) effectif personnel : 16 personnes

Effectif total = 163 personnes

Établissement Recevant du Public de 4ème cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R143-34, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage (art. CH57 et CH58)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité attestant la levée des observations du RVRE portant sur le SSI établi par SIEMENS le 25/04/2024 (art. R123.44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité attestant la levée des observations du RVRE triennal portant sur le SSI établi par APAVE le 19/04/2024 (art. R123.44).
3	Laisser libre en permanence les amenées d'air situé dans le parking (CCH 143-13)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.